



Un an après Charlie: la France fissurée?

Selon l'historien Pascal Ory, les attentats ont échoué à briser l'unité nationale. Mais il faut continuer à agir pour notre destin collectif.

Un an à peine après les attentats contre *Charlie Hebdo*, quelques semaines après ceux du 13 novembre à Paris, l'historien Pascal Ory publie *Ce que dit Charlie. Treize leçons d'histoire...* «Sédration», «Terrorisme», «Place de la République», «Laïcité»: autant de thèmes qu'il explore dans cet essai, soucieux d'inscrire l'événement *Charlie* dans une perspective – déjà! – historique. Le 13 novembre change-t-il quelque chose >>>

à ses analyses? Non, explique Ory, car, si les cibles étaient différentes, le projet des terroristes reste le même: tuer, provoquer la panique et fissurer la société. Et pour l'historien, les réactions de la société civile, comme celles de l'Etat, procèdent d'une même prise de conscience: elles obligent chacun à s'interroger sur le modèle de société qu'il veut défendre et sur le profil d'une nation française qui trouve des ressources dans une forme renouvelée de patriotisme, distincte du nationalisme agressif. Qu'est-ce qu'une nation? Ce sera justement le thème de son prochain livre...

Ce que dit Charlie était terminé en septembre. Un délai très court pour une analyse historique!

L'historien ne travaille pas sur le passé mais sur le temps. Et pour prendre de la hauteur il n'est pas forcément nécessaire d'avoir du «recul». Une partie de mes recherches a porté sur la culture visuelle, y compris la bande dessinée et le dessin de presse. Et j'avais gardé avec Cabu, dont j'avais préfacé un recueil, un lien amical. J'ai donc été personnellement touché par le 7 janvier. Par ailleurs, la répercussion internationale du drame soulevait, à l'évidence, des questions fondamentales sur l'état de nos sociétés. J'appar-



A lire
Ce que dit Charlie. Treize leçons d'histoire, de Pascal Ory, éd. Gallimard, 240 p., 15,90€.

tiens à la génération des historiens sollicités dans les années 1980 et 1990 lorsque les années noires de l'Occupation sont revenues dans l'actualité avec les procès Barbie et Papon. Ici, il s'agit d'un autre type d'expertise, lié à cette fameuse «accélération de l'Histoire», qui est sans doute, d'abord, une accélération de la communication. Face à la demande sociale de «repères», insatisfait par les idéologies politiques établies, l'Histoire apparaît comme susceptible de redonner de la profondeur au destin collectif, si ce n'est du sens.

Vous consacrez un chapitre à la «sidération», terme largement repris après les événements de novembre.

La sidération est la preuve immédiate de l'événement et de son importance historique. A travers les attentats de 2015, à Paris, à Copenhague ou en Tunisie, les terroristes entendaient d'abord rendre leurs ennemis incapables de réaction et les jeter dans une panique morale qui déboucherait sur une hostilité grandissante à l'égard des musulmans, ce qui, à terme, plongerait la société dans l'abîme. Mais la société française n'a pas suivi cette voie. Et ce qui faisait partie du projet terroriste, à savoir enclencher le processus conduisant à la guerre civile entre «communautés», ne s'est pas produit. On peut d'ailleurs noter, dans l'histoire moderne, que les entreprises terroristes ont toujours échoué à faire basculer les sociétés dans le chaos. L'assassinat d'Alexandre II en Russie, en 1881, a intensément durci l'Empire russe mais il ne l'a pas anéanti. En France, les attentats anarchistes des années 1890 ont engendré ce que notre époque appellerait une «crispation sécuritaire», mais le régime républicain libéral ne s'est pas effondré. Idem dans l'Allemagne, l'Italie ou le Japon des années 1960 et 1970.

Les attentats sont pourtant des symptômes. Dans quel mouvement historique s'inscrivent ceux de Daech?

Ce terrorisme a partie liée avec le grand désordre contemporain, qui est à la fois économique et écologique et se traduit notamment par la remontée des migrants du sud vers le nord. Dans ma jeunesse, par exemple, Lampedusa évoquait l'auteur du *Guépard*; aujourd'hui, c'est l'île au large de la Sicile où échouent les migrants par dizaines de milliers. Les attentats de novembre ont aussi accentué – par la volonté même de l'agresseur – la lecture du monde comme «choc des civilisations» [Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, 1996, NDLR] en désignant le modèle français, individualiste, libéral, hédoniste et laïc comme l'ennemi. Mais la France des marches républicaines et de la fête parisienne a su retourner positivement cette menace en se mobilisant pour la défense de ses valeurs. Evidemment, une troisième, une quatrième vague d'attentats pourraient faire voler en éclats cette résilience.

Unité nationale, nation, patrie: des notions qui resurgissent aujourd'hui de manière spontanée...

Ces figures génératrices d'histoire ont efficacement fonctionné tout au long du XIX^e siècle. Et, à la fin du siècle suivant, la chute du mur de Berlin, contrairement à ce que certains pouvaient penser, s'est traduite par un réinvestissement national en Allemagne et dans les pays de l'Est. On sait comment ces figures ont pu être instrumentalisées. Les sciences sociales ont donc, après la Seconde Guerre mondiale, déconstruit ce qu'on appelle le «récit national». Ce fut leur rôle. Mais celui des sociétés fut toujours de continuer à faire fonctionner les notions de nation et de patrie. Jean Jaurès a tout dit là-dessus, en refusant que le «national» fût abandonné aux seuls nationalistes. Quant au «patriotisme», ce n'est jamais qu'une cristallisation des sentiments autour d'une identité collective qu'on estime en danger. Ce fut le cas de l'Angleterre en 1940. Quant à la surprise de certains observateurs devant la renaissance en 2015 des symboles nationaux français, c'est elle qui est surprenante. Du Danemark aux Etats-Unis, nombreuses sont les démocraties qui cultivent cette symbolique sans états d'âme. Le triptyque symbolique – emblèmes

« Les attentats ont accentué la lecture du monde comme "choc des civilisations". »

visuels ou sonores, monuments et rituels –, que les sciences sociales démontent avec constance, reste un moteur de cohésion sociale. En revanche, les symboles de l'internationalisme prolétarien, de l'Union européenne et du mondialisme sont en crise.

La place de la République, lieu traditionnel de rassemblement de la gauche, a-t-elle connu une nouvelle histoire depuis novembre dernier ?

L'aménagement récent de la place de la République par une municipalité de gauche avait déjà, en quelque sorte, « préparé le terrain ». On peut parler de réappropriation symbolique, comme après le 13 novembre devant le Bataclan ou rue de Charonne. Les bougies, les fleurs, les textes et les dessins déposés là sont le fait de démarches individuelles, et pourtant ils créent un lieu de mémoire collectif. De même en janvier, la société individualiste s'est prouvé qu'elle pouvait produire des mouvements et des monuments « de masse ».

A propos de la manifestation du 11 janvier, Emmanuel Todd en avait réfuté l'unanimité en parlant d'« imposture »...

Il n'a pas convaincu. Son discours est discutable – au reste, il est contredit par les enquêtes sociologiques menées à chaud auprès des manifestants des 10 et 11 janvier. Mais, au-delà de Todd, « Je ne suis pas Charlie » n'a pas la signification que certains objecteurs voudraient lui donner. Tout simplement parce que le « peuple » n'existe jamais que comme fiction politique ! Ainsi, les manifestations du Front populaire ne furent pas représentatives de la totalité de la société de l'époque, pas plus que celles de la Libération. Ce qui compte c'est ce que « manifeste » la manifestation et, à cet égard, non seulement l'opposition anti-Charlie est restée un phénomène très minoritaire (et tout autant Front national qu'islamiste), mais on constate qu'il n'y a pas eu de mouvement « Je ne suis pas Bataclan ». La raison en est claire : Charlie appartenait à un radicalisme en déclin, le Bataclan symbolisait une sociabilité « bobo » d'une vive actualité.

Le 9 décembre, on fêtait le 110^e anniversaire de la laïcité. Faut-il redéfinir cette dernière ?

Le problème que pose cette notion, en 2015, est celui de sa plasticité, notamment quand elle est exclusivement



« L'Etat est évidemment affaibli, et la société civile prend le relais. »

comprise dans un sens antimusulman. Ce qui n'empêche pas la laïcité, historiquement, de faire partie intégrante de l'identité de notre pays : la Révolution française s'est nettement différenciée des révolutions anglaise ou américaine, par exemple, par son combat anticlérical. L'origine de cette divergence, en France, résidait dans l'affrontement de deux logiques centralistes contradictoires : celle de l'Etat et celle de l'Eglise. Affrontement que ne connaissent pas les pays de culture protestante – d'ailleurs les caricatures antireligieuses de Charlie ont été flouées dans la presse américaine. La laïcité continue donc d'être assez spécifique du destin français.

Les réactions spontanées de la société civile après les attentats sont-elles le signe de son dynamisme ?

Par provocation, je serais tenté de dire que ce vieux pays catholique monarchiste prend de plus en plus clairement le chemin de la démocratie libérale. L'Etat est évidemment affaibli, et la société civile prend le relais. En janvier la mobilisation a été celle d'une société d'individualistes structurée par les réseaux sociaux et animée par les médias qui, dès les premiers instants, ont reçu le message : c'est une rédaction qu'on assassine.

Vous travaillez sur un livre traitant de la nation. Qu'est-ce que les attentats de 2015 ont modifié dans votre projet ?

Pas grand-chose, puisque j'y démontre que le concept « national » est encore une ressource au XXI^e siècle. L'incontestable mouvement de mondialisation auquel nous assistons n'est même nullement contradictoire avec la survie, la réactivation ou la naissance de nouveaux récits nationaux. Loin de s'exclure, les deux phénomènes peuvent fort bien se juxtaposer. Les jeunes Serbes et les jeunes Croates pouvaient ainsi écouter Michael Jackson et porter des jeans, ils ne s'en entregorgeaient pas moins. Au reste, c'est maintenant Daech et le fondamentalisme religieux qui accaparent l'universalisme. Dans l'hypothèse la plus négative, le double désordre économique et écologique pourrait conduire à l'exacerbation des particularismes et au naufrage du libéralisme. On ne serait alors plus très loin d'un scénario catastrophe, d'un effondrement de la civilisation du style de celui de *La Planète des singes*. Mais, bien entendu, ce n'est qu'un des scénarios possibles. Les auteurs n'en seront pas les historiens, mais les sociétés...

Propos recueillis par Gilles Heuré
Illustrations Adrien Herda
pour Télérama

PASCAL ORY

1948
Naissance à Fougères. Professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne (Paris-I), il enseigne également à l'Ehess, Sciences-Po et l'INA Sup

1979
Le Petit Nazi illustré. Vie et mort du Téméraire (1943-1944)

1990
Thèse : *La politique culturelle du Front populaire français (1935-1938)*

2004
L'Histoire culturelle, PUF.